

Unité interdépartementale des deux Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le 08/11/2024

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 17/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NEOFOR BONNEVILLE BETEMPS (EX BETEMPS BOIS)

110, rue des sarcelles
74130 Bonneville

Références : 20240917-RAP-InspNeofor
Code AIOT : 0006104555

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2024 dans l'établissement NEOFOR BONNEVILLE BETEMPS (EX BETEMPS BOIS) implanté 110, rue des sarcelles Z.I. des Bordets 74130 Bonneville.

L'inspection a été annoncée le 30 août 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEOFOR BONNEVILLE BETEMPS (EX BETEMPS BOIS)
- 110, rue des sarcelles Z.I. des Bordets 74130 Bonneville
- Code AIOT : 0006104555 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

La société BETEMPS Bois a été rachetée en 2015 par le groupe CAMSEL dont le siège social est situé à Brassac (81). Le groupe CAMSEL, devenu NEOFOR en 2018, détient 3 scieries en France dont celle de la société BETEMPS. Il représente 100 personnes et 20 millions d'euros de chiffre d'affaires.

Du fait de la modification de dénomination du groupe CAMSEL en NEOFOR, la société BETEMPS Bois s'appelle désormais NEOFOR-BONNEVILLE-BETEMPS. Il s'agit d'un simple changement de raison sociale, les numéros SIRET et SIREN ayant été conservés.

L'établissement de Bonneville est spécialisé dans la première transformation du bois (scierie). A ce titre, la société NEOFOR-BONNEVILLE-BETEMPS utilise des installations classiques de travail du bois: tronçonneuses, écorceuses, scies à ruban et circulaire, déligneuses, etc.

L'entreprise exploite aussi deux séchoirs à bois fonctionnant au gaz naturel, trois installations de mise en œuvre de produit pour la préservation du bois (deux bacs de traitement fongicide / insecticide et un bac de traitement anti-bleu) ainsi qu'une cuve de coloration du bois.

Une partie des grumes est stockée sur le site de la Z.I. des Bordets et une autre partie sur le site des "Charbonnières" à Bonneville, situé à environ 2,5 km à l'Est de la scierie. Les grumes sont arrosées de mi-avril à début / mi-novembre afin d'éviter le développement de parasites (insectes).

Les essences travaillées sont essentiellement du sapin, de l'épicéa et un peu de douglas ou du mélèze. Elles proviennent de Haute-Savoie, de Savoie, de l'Ain, de l'Isère, du Rhône (douglas) et de la Haute-Loire (douglas).

L'établissement fabrique des planches, des poutres, des madriers, des liteaux etc.

Ces produits sont destinés à différents marchés:

- Gros bâtiment, renouvellement de toiture, charpente, etc (principalement pour le marché local).
- Négoce de bois (France).
- Grandes surfaces de bricolage (France).
- Emballages: caisses, palettes (France).

L'effectif de l'établissement est d'environ 42 personnes, dont une travaille pour l'exploitation forestière qui est intégrée à la société.

Le site de Bonneville occupe une superficie d'environ 8 hectares.

Sur le plan de la situation administrative, l'exploitation de l'établissement est réglementée par l'arrêté préfectoral n° 2016-0043 du 21 juin 2016. De plus, le site ayant une capacité de traitement du bois supérieure à 75 m³ par jour, il est classé sous la rubrique n° 3700 de la nomenclature des installations classées et relève à ce titre du champ d'application de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite directive "IED". Pour cette raison, l'établissement est classé prioritaire au sens de la note du 24 novembre 2016 relative au plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Le changement de raison sociale sus-mentionné a fait l'objet d'une télédéclaration auprès de monsieur le préfet, la preuve de dépôt ayant été délivrée le 17 juin 2019 sous le n° A-9-03C00TQCP.

Attributs de l'inspection :

Contexte de l'inspection (*Récolement*)

Risques chroniques (*IED-MTD*)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Instruction du dossier de réexamen IED du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux

enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réexamen IED - positionnement vis-à-vis des cas définis au R515-70 III.	Code de l'environnement du 17/05/2017, article R515-70 III. / R515-71 I. / R515-72	Lettre de suite préfectorale	
2	Surveillance environnementale - eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 6.1.8.5	Lettre de suite préfectorale	
3	Protection du piézomètre	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte l'ensemble des prescriptions contrôlées. De plus, le présent rapport permet de clore l'instruction du réexamen IED du site. En cela, une lettre de notification sera adressée à l'exploitant par monsieur le préfet de la Haute-Savoie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réexamen IED - positionnement vis-à-vis des cas définis au R515-70 III.

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/05/2017, article R515-70 III. / R515-71 I. / R515-72
Thème(s) : Risques chroniques - Réexamen IED - positionnement vis-à-vis des cas définis au R515-70 III.
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 06/12/2023• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• Date d'échéance qui a été retenue : 28/12/2023
Prescription contrôlée : <p>R515-70</p> <p>III - Les prescriptions dont est assortie l'autorisation sont réexaminées et, si nécessaire, actualisées au minimum dans les cas suivants :</p> <p>a) La pollution causée est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission ;</p> <p>b) La sécurité de l'exploitation requiert le recours à d'autres techniques ;</p> <p>c) Lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale, nouvelle ou révisée.</p> <p>R515-71</p> <p>I. - En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois.</p> <p>R515-72</p> <p>Le dossier de réexamen comporte :</p> <p>1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ;</p> <p>2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 ;</p> <p>3° A la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.</p>
Constats : <p>La précédente visite d'inspection sur le site (6 décembre 2023) s'était attachée à vérifier la complétude du dossier de réexamen IED, et à la validité technique des justifications présentées dans celui-ci.</p> <p>A l'issue d'une phase d'instruction du dossier, et de la visite de décembre 2023, des interrogations subsistaient concernant le respect des MTD 20, 30iv., 33b, 34c, et 46f, ainsi que sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70.</p> <p>Par son courriel du 28 décembre 2023, l'exploitant a apporté des éléments (notamment par la version « version2_déc23 » de son dossier de réexamen IDE) permettant de justifier le respect des MTD 20, 34c et 46f. Il a également formulé son avis d'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70.</p> <p>La présente inspection avait pour objectif de vérifier du respect des MTD restantes, à savoir les MTD 30iv. et 33b.</p>

MTD 30iv. :

Les boudins absorbants demandés suite à l'inspection de 2023 ont bien été commandés et l'inspection a constaté leur présence à proximité des bains de traitement. Il est à noter que l'affichage de ces boudins pourrait être amélioré pour le rendre davantage visible.

MTD 33b :

La formalisation de la procédure demandée suite à la visite d'inspection de décembre 2023 n'était pas réalisée en date du 17 septembre 2024. L'exploitant a expliqué que cela découlait d'une incompréhension de la demande, ainsi que de la position du fournisseur Adkalis qui spécifie que la méthode applicable et opposable pour le dosage des bains en produit est uniquement par prélèvements et analyses en laboratoire (la vérification par réfractomètre n'étant pleinement fiable que pour le produit pur). Tel qu'expliqué dans le rapport d'inspection de décembre 2023, si Adkalis fait effectivement réaliser fréquemment des analyses en laboratoire pour s'assurer de l'absence de dérive de concentration, il n'en demeure pas moins que l'exploitant utilise la méthode par réfractomètre afin de suivre l'évolution de la concentration de ses bains (et les réajuster), entre chaque prélèvement pour analyses en laboratoire. L'exploitant ne pouvant se baser sur les abaques fournis par Adkalis (pour produits purs), il ajuste la concentration des bains selon des valeurs déterminées empiriquement mais reportées dans aucune procédure.

L'inspection a rappelé en séance qu'une procédure formalisée en la matière était indispensable.

Par la suite l'exploitant a pris l'attache de son fournisseur et a transmis par son courriel du 19 septembre 2024 une procédure formalisée, portée par la société Neofor Betemps, permettant clairement de quantifier les ajouts d'eau ou de produit à réaliser en fonction des indices de réfraction lus au réfractomètre, et ce pour les produits SARPALO 860 (BS) incolore, SARPALO 860 (BS) jaune, et anti-bleu AXIL 2000 (BS).

Sur la base des éléments du dossier de réexamen, ainsi que des précisions recueillies lors des inspections de 2023 et 2024, l'inspection considère que le dossier de réexamen est complet, et que l'exploitant a correctement justifié du respect des MTD applicables.

En cela, l'inspection propose à monsieur le préfet d'adresser à l'exploitant une lettre notifiant la fin de l'instruction de la procédure de réexamen IED du site, et de l'absence de nécessité de révision des prescriptions de l'arrêté d'autorisation du site.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 2 : Surveillance environnementale - eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 6.1.8.5

Thème(s) : Risques chroniques - Télédéclaration GIDAF

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 06/12/2023
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- Date d'échéance qui a été retenue : 14/01/2024

Prescription contrôlée :

6.1.8.5 - Transmission des résultats

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 6.1.8.4 seront saisis dans le mois suivant leur obtention sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet (outil de Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente - GIDAF).

Les résultats seront systématiquement accompagnés des commentaires de l'exploitant sur l'évolution observée (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable), et le cas échéant sur les origines d'une pollution constatée et les propositions de traitement éventuel.

Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) seront joints avec le résultat des mesures.

Constats :

Du fait d'une configuration incomplète de la plateforme GIDAF concernant le site (cadre de surveillance obsolète : nécessité de supprimer 2 paramètres et d'en ajouter 2 autres), l'exploitant ne pouvait matériellement pas pleinement répondre aux exigences de son arrêté d'autorisation.

Considérant qu'à date de rédaction du présent rapport, l'exploitant a renseigné la plateforme GIDAF pour sa dernière campagne d'analyse des eaux souterraines (analyses du premier semestre 2024) pour les paramètres qu'il est matériellement possible de renseigner, il respecte la prescription contrôlée.

L'inspection a fait évoluer le cadre de surveillance GIDAF concernant le site. A compter du mois d'octobre 2024, l'exploitant pourra renseigner semestriellement la plateforme avec les paramètres attendus suivants :

Paramètre	Code Sandre	Fréquence	Unité
Fenpropimorphe	1189	Semestrielle	µg/l
Propiconazole	1257	Semestrielle	µg/l
Indice hydrocarbures	1442	Semestrielle	mg/l
Perméthrine	1523	Semestrielle	µg/l
Profil piézométrique	1689	Semestrielle	m
Tébuconazole	1694	Semestrielle	µg/l
IodoPropynylButylCarbanate (I.P.B.C)	5919	Semestrielle	µg/l
Acide Borique H3BO3	7461	Semestrielle	µg/l
Bore dissous	1362	Semestrielle (non requis par l'arrêté d'autorisation du site)	mg/l

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 3 : Protection du piézomètre


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Risques chroniques - Eaux souterraines
Prescription contrôlée : « Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête [du forage][...]pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement [du forage][...]des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du [du forage][...]est interdit par un dispositif de sécurité. »
Constats : L'inspection a demandé à voir les piézomètres installés sur l'emprise du site (PZ 1, PZ 2, PZ 3, PZ 4, et PZ 2008). Elle a constaté que les PZ 2, 3, et 4 étaient en bon état, et sécurisés par un cadenas. En revanche, les PZ 1 et PZ 2008, s'ils étaient effectivement munis d'un cadenas, leur charnière était désintégrée par la rouille (côté opposé au cadenas). Ces deux piézomètres n'étaient donc plus sécurisés en position fermée (leur ouverture pouvant alors se faire du côté charnière). L'exploitant a réparé de manière réactive les deux piézomètres et a transmis des photos justifiant ces réparations, le 19 septembre 2024. Les photos des PZ 1 et PZ 2008 (avant et après réparation) sont disponibles en annexe au présent rapport.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N° 3 Protection du piézomètre



pz1_-_abime.jpg



pz1_repare.jpg



pz_2008_-_abime.jpg



pz2008_repare.jpg